

**Nations unies - Colombie -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**

(New York, 10 janvier 2018)

Merci Monsieur le Président,

Je souhaiterais remercier le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, M. Jean Arnault, et le vice-président de la République de Colombie, Oscar Naranjo, pour sa participation à notre séance aujourd'hui et, au-delà, pour leurs efforts sans relâche dans la négociation et la mise en oeuvre de l'accord de paix conclu avec les FARC.

Monsieur le Président,

En dépit de nombreux obstacles, le gouvernement colombien est parvenu en quelques années à lancer un processus de paix historique et, la France le croit aussi, irréversible avec les FARC auquel les Nations unies en général, et le conseil de sécurité en particulier, ont apporté leur soutien. Après le désarmement et la transition politique de ce groupe armé, nous sommes entrés depuis quelques mois dans une phase cruciale pour l'avenir de ce processus, celle de la réintégration des anciens combattants. Au vu du mandat confié par ce conseil à la seconde mission des Nations unies, je souhaiterais insister sur trois points :

En premier lieu et avant toute chose, la France salue la mobilisation ces derniers mois du gouvernement colombien afin d'adopter la législation nécessaire à la mise en oeuvre de l'accord de paix, notamment en matière de juridiction spéciale pour la paix. Nous espérons que cette juridiction disposera des moyens, des garanties et de l'autorité indispensables pour rendre une justice équitable et indépendante, conforme aux engagements pris lors de la signature de l'accord de paix. Quel que soit le résultat des prochaines élections parlementaires et présidentielles, la France appelle tous les acteurs politiques colombiens à poursuivre dans cette voie.

Mon deuxième point porte sur les garanties de sécurité. Bien que les anciens combattants des FARC soient relativement protégés au sein des zones de formation et de réintégration, la France déplore une hausse de la violence dans des territoires auparavant contrôlés par cette guérilla, notamment contre des défenseurs des droits de l'Homme et des représentants de la société civile. La France salue les récentes mesures annoncées par les autorités colombiennes qui signalent la priorité donnée à la lutte contre cette évolution négative.

Enfin et troisièmement, la France souhaite attirer l'attention sur un point central pour la

réintégration et l'avenir du processus de paix et saluer l'action du président Santos à cet égard : l'accès à la terre et à des sources de revenus. Sans sous-estimer la difficulté de cette question, celle-ci représente manifestement la clé d'une réincorporation économique et sociale réussie des anciens combattants et d'une pacification et d'une stabilisation durables des territoires meurtris par un demi-siècle de conflit.

Monsieur le Président,

Pour conclure, je rappellerai simplement que l'accord de paix entre le gouvernement colombien et les FARC est entré dans l'Histoire. C'est désormais sa mise en oeuvre qui peut inciter d'autres groupes armés à suivre cette voie, au premier rang desquels l'armée nationale de libération (ELN). La France espère à ce titre que le cessez-le-feu temporaire entre le gouvernement colombien et l'ELN sera reconduit dans les meilleurs délais et que les négociations pourraient mener à une paix historique en Colombie.

Enfin, je terminerai en saluant moi aussi l'ambassadeur Rycroft et son dynamisme au sein de ce conseil et lui présenter tous mes voeux de succès dans ses nouvelles fonctions à la tête du DFID./.